

# CONSTRUISONS LA GRÈVE ET LA MOBILISATION DU SECTEUR SOCIAL



Texte d'appel →

A l'appel des rencontres nationales du social en lutte et de la marche des solidarités, nous, étudiant·es, travailleur·euses, bénévoles et usager·es du secteur social et médico-social, réuni·es en assemblée générale du Social en lutte31, appelons à la **grève les 16, 17, 18 décembre**, à une **marche antiraciste le 18 décembre**.

En préparation de la grève, nous appelons à une **journée contre l'austérité et les violences sociales et racistes le dimanche 14 décembre**.

Notre secteur est attaqué de toutes parts par des **politiques austéritaires et racistes**: coupes budgétaires, plans de licenciement, appels à projets, mise en concurrence et privatisation précarisent nos métiers et fragilisent toutes les formes de solidarité. Les gouvernements se succèdent, mais la politique sociale reste inchangée: casser nos budgets, dégrader nos conditions de travail et détériorer les conditions de vie des personnes que nous accompagnons. Or **les conditions de travail des professionnel·le·s déterminent directement la qualité de l'accompagnement des usager·es du secteur social**. Il y a urgence à stopper ces attaques et à obtenir davantage de moyens, de meilleurs salaires et de nouveaux droits.



Alors que la trêve hivernale est en cours, **la Préfecture de Toulouse continue de mettre à la rue des personnes isolées, des familles et des mineur·es non accompagné·es.**

Seulement 7% des personnes qui appellent le 115 se voient proposer un hébergement. En 2025, 6 500 places d'hébergement pour demandeur·euses d'asile ont été supprimées, et 5 000 places supplémentaires risquent de disparaître en 2026. Dans le même temps, Toulouse Métropole compte plus de 45 000 logements vacants.

**Ces constats sont la suite logique des politiques racistes menés par la Préfecture et la DDETS** qui déjà durant l'hiver dernier n'avaient pas activé le plan grand froid et qui ont depuis fermé deux HUDA et tentent par tous les moyens de chasser les sans-papiers, de la rue, des hôtels et des centres d'hébergement. En parallèle, Kasbarian se félicite d'un records d'expulsions, qui depuis sa loi "anti-squat" criminalise encore plus l'occupation de batiments vides, seule solution face à la défaillance des pouvoirs publics.



**À Toulouse, c'est le PAIO (Pôle d'Accueil, d'Information et d'Orientation) qui a été attaqué** et, malgré une lutte acharnée, en sort en fort sous-effectif dans un contexte de précarisation des emplois et de réorganisation chaotique imposée par la direction et après un départ massif des salariés (18). A ce jour, le travail des salarié.es est éclaté sur deux sites, entraîne une dégradation du service et de l'accueil. Cette restructuration empêche la réalisation des missions du PAIO et prépare la privatisation.

Par ailleurs, depuis cet été, **l'État et à sa suite le CCAS de Toulouse, sont revenus sur l'inconditionnalité de la mise à l'abri des femmes victimes de violences.** Aujourd'hui, les femmes victimes de violences n'ont plus d'inconditionnalité de mise à l'abri pendant 14 jours minimum, et la suite de la prise en charge est laissée à l'appréciation de commissions dont les critères restent à ce jour, flous, laissant place à des critères racistes, sexistes et anti-féministes.



Les mêmes logiques austéritaires et racistes s'appliquent pour les mineur.es isolé.es. **Le conseil départemental, via le DDAOMIE, continuent le tri raciste des jeunes pour ensuite les remettre à la rue.** Ils sont contraints de vivre en squat et sont menacés par la Mairie qui mène une véritable politique d'expulsion.

**Ces mises à la rue, ces expulsions et ces remaniements de services sont alignés avec la politique nationale austéritaire et raciste :** de la loi Darmanin aux rafles de sans-papiers, en passant par la remise en cause systématique de l'aide médicale d'État. Pendant que les secteurs du social, médico-social et de la santé sont asphyxiés, l'État choisit d'investir 7 milliards pour la guerre.

**Les travailleur-es du social, du médico social et de la santé, n'ont plus le choix et doivent refuser d'être les rouages de ce système.** Il est urgent de se mobiliser contre les politiques austéritaires, racistes et libérales qui attaquent le secteur social. Revendiquons de meilleures conditions de travail et une augmentation des salaires, des revendications essentielles qui déterminent les conditions d'accueil des personnes accompagnées.



**Nous appelons à la mobilisation générale et à la grève sur les lieux de travail, dans la rue et partout où les politiques racistes et austéritaires s'appliquent les 16, 17 et 18 décembre. Pour construire la mobilisation la plus large, nous appelons les organisations syndicales à se saisir de ces dates et à s'unir.**

**LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS, LA RÉSISTANCE CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME, C'EST URGENT, C'EST MAINTENANT !**

**Nous revendiquons :**

- **La régularisation de toutes les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation pour toutes, et l'abolition des centres de rétention**
- **La réquisition des logements vides et un logement pour toutes**
- **L'inconditionnalité des prises en charge sans discrimination administrative, de santé, de ressources, d'origine ou autre**
- **L'arrêt des évaluations de minorité et la prise en charge de toutes les mineurs isolés**
- **Une convention collective commune de haut niveau pour le social et médico-social**
- **Une augmentation nette des salaires**
- **Fin des appels à projets et de la privatisation**